

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1781 - 10 juin 1993 - 2,50 F

### D 1781 CHILI: L'"OPÉRATION CONDOR" de 1975

A la fin de l'année dernière, au Paraguay, un juge d'Asunción découvrait des archives très importantes consacrées à la lutte antissubversive des vingt années écoulées (cf. DIAL D 1767). La découverte confirmait ce qui était soupçonné depuis longtemps sous le nom d'"opération Condor": la coordination continentale entre services de sécurité pour la chasse aux "communistes" et "subversifs", ou prétendus tels. C'est à Santiago du Chili que s'était tenue, du 25 novembre au 1er décembre 1975, la première "réunion de travail du renseignement national". "Strictement secrète", la rencontre était présidée par le général Contreras, actuellement en procès sous l'accusation d'être le commanditaire de l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende (cf. DIAL D 584 et 1187). Nous donnons ci-dessous le programme de travail de la réunion de Santiago envoyé le 29 octobre 1975 par le général Contreras au général Brites, chef de la police paraguayenne.

Note DIAL

## PREMIÈRE RÉUNION DE TRAVAIL DU RENSEIGNEMENT NATIONAL

### 1. Fondements

Depuis quelques années la subversion est à l'oeuvre dans notre continent. Elle s'appuie sur des conceptions politico-économiques qui sont fondamentalement contraires à l'histoire, à la philosophie, à la religion et aux coutumes propres à nos pays.

La situation ainsi décrite ne reconnaît ni frontières ni pays, et l'infiltration se fait sur tous les plans de la vie nationale.

La subversion a mis en place des commandements intercontinentaux, continentaux, régionaux et sous-régionaux centralisés pour une coordination des actions de désagrégation. A titre d'exemple, nous pouvons citer la Conférence tricontinentale de La Havane, la Junte de coordination révolutionnaire pour le Sud, etc. Le tout agrémenté de toutes sortes de comités de solidarité avec..., congrès pour..., tribunaux de..., festivals de..., conférences sur..., etc.

En face, les pays qui sont agressés politiquement, économiquement et militairement (de l'intérieur et de l'extérieur) se battent tout seuls ou, au mieux, selon des ententes bilatérales ou simplement de personne à personne.

C'est pour riposter à cette guerre psycho-politique que nous avons jugé nécessaire de compter au plan international, non sur un commandement centralisé dans ses opérations intérieures, mais sur une coopération efficace permettant un échange opportun d'informations et d'expériences, ainsi qu'une meilleure connaissance entre chefs chargés de la sécurité.

### 2. Propositions

Pour matérialiser les échanges d'informations, les actions suivantes sont proposées à la digne considération des honorables délégués, sous la forme d'un Bureau de coordination de la sécurité:

### a) Banque de données

Organiser dans un des pays qui sont ici représentés des archives centralisées sur les antécédents de personnes, d'organisations et d'autres groupes en lien direct ou indirect avec la subversion. En ligne générale, quelque chose de semblable à ce dont dispose INTERPOL à Paris, mais spécialisé sur la subversion.

Evidemment, cette banque de données sera financée et entretenue par les services de sécurité des pays intéressés, conformément à un règlement sur l'organisation et le fonctionnement à approuver par les délégués.

### b) Centrale d'informations

Pour un rendement accru de la banque de données, il faudra disposer d'un système de communication moderne et souple en application des principes de rapidité et d'opportunité dans la transmission de l'information. A titre d'exemple, ce système pourrait fonctionner sur les bases suivantes:

- 1) transmission par télex;
- 2) techniques de cryptographie;
- 3) téléphones équipés de modulateur de voix;
- 4) courriers.

Ce système sera utilisé, financé et entretenu par les services de sécurité des pays intéressés, selon un règlement approprié.

### c) Réunions de travail

Pour l'évaluation des services offerts par le Bureau de coordination de la sécurité, le traitement de problèmes spécifiques, l'établissement de contacts ou la connaissance personnelle, des réunions de travail seront programmées dans les pays dont les services de sécurité feront partie du système. Il faudra également favoriser les réunions de travail bilatérales ou extraordinaires en cas de besoin.

Afin d'éviter des charges ou des engagements trop lourds, ce genre de réunion disposera d'un règlement intérieur pour son bon déroulement.

d) Ces trois éléments de base - banque de données, centrale d'informations et réunions de travail - constituent le système de coordination de la sécurité proposé.

## 3. Pays participants

Tous les pays qui le veulent pourront en faire partie, à la seule condition qu'ils ne représentent pas des pays marxistes. L'admission sera évidemment sujette au règlement du système.

## 4. Siège du système et perspective générale

a) La Direction nationale du renseignement est à même de proposer Santiago du Chili comme siège du système, mais elle accepte tout accord existant entre pays participants.

b) La direction du système sera exercée de la manière dont les pays en décideront, soit par rotation soit par élection, pour une durée déterminée.

c) Les pays participeront de façon égalitaire et proportionnelle au fonctionnement du système, conformément aux accords qui seront passés.

d) Le personnel technique du système sera fourni de façon égale ou proportionnelle par les services concernés. Seul, le personnel non technique pourra être contracté localement, moyennant enquête préalable de convenance.

Le personnel technique disposera de l'immunité diplomatique. Il sera intégré à la délégation de son pays selon les normes en vigueur dans chaque pays, tout en étant souhaitable qu'il dépende directement de leurs services respectifs.

## Annexes (...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441